

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
31 mai 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 30 mai 2023, adressée au Secrétaire général  
et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé, établi par la présidence, de la réunion du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria, le 12 mai 2023, sur le thème « La situation en matière de liberté de religion et de conviction en Ukraine : persécution de l'Église orthodoxe ukrainienne » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 30 mai 2023 adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Résumé de la réunion publique du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria, le 12 mai 2023, sur le thème « La situation en matière de liberté de religion et de conviction en Ukraine : persécution de l'Église orthodoxe ukrainienne »**

**Introduction**

Le 12 mai, la Fédération de Russie a organisé une réunion selon la formule Arria afin de donner aux membres du Conseil de sécurité et à tous les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies intéressés des informations sur la situation en matière de liberté de religion et de conviction en Ukraine et sur la persécution de l'Église orthodoxe ukrainienne, la discrimination de ses communautés et de ses fidèles, la confiscation de ses édifices et l'arrestation des membres de son clergé.

La réunion s'est tenue dans la salle de conférence 11.

**Son Excellence M. Vassily Nebenzia**, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, a présidé la réunion, à laquelle ont participé tous les membres du Conseil de sécurité, d'autres États Membres de l'Organisation ainsi que des représentants d'organismes et d'entités des Nations Unies. La note de cadrage avait été publiée avant la réunion.

Des exposés ont été présentés par **M<sup>me</sup> Meera Terada**, directrice de l'ONG Foundation to Battle Injustice, **Mgr Gédéon**, évêque de l'Église orthodoxe ukrainienne, et **M. Ivan Melnikov**, Vice-Président de la branche russe du Comité international pour la protection des droits de l'homme.

Dans ses observations liminaires, **M. Vassily Nebenzia** a expliqué en quoi le sujet revêtait un caractère d'urgence. Il a souligné que l'Église orthodoxe ukrainienne canonique – une Église traditionnelle dont l'histoire remontait à plusieurs siècles et qui comptait des millions de fidèles – était sur le point d'être interdite par la loi. Ses principaux sanctuaires, notamment la laure des Grottes de Kiev, risquaient d'être expropriés tandis que le clergé et les fidèles vivaient dans la crainte constante d'être persécutés par les services de sécurité ukrainiens. Une vidéo illustrant la situation en matière de liberté de religion et de conviction en Ukraine a été projetée<sup>1</sup>.

L'Ambassadeur, M. Nebenzia, a évoqué la réunion du Conseil de sécurité du 17 janvier 2023, organisée à l'initiative de la Russie, sur la situation de l'Église orthodoxe ukrainienne, au cours de laquelle le métropolite Antoine de Volokolamsk, Président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, avait décrit la situation tragique de l'Église en question en Ukraine<sup>2</sup>.

L'Ambassadeur a rappelé qu'en 2014, les nouvelles autorités de Kiev, arrivées au pouvoir à la suite d'un coup d'État sanglant appuyé par des groupes nazis, avaient décidé de remplacer le christianisme orthodoxe canonique par une nouvelle Église factice (l'Église orthodoxe d'Ukraine) et de dissoudre l'Église orthodoxe ukrainienne. Cependant, il avait été difficile de mettre à exécution un tel projet dans

<sup>1</sup> On trouvera les vidéos et autres documents présentés ou évoqués au cours de la réunion à l'adresse suivante : [https://disk.yandex.ru/d/oqJ\\_erapx0Wrhg](https://disk.yandex.ru/d/oqJ_erapx0Wrhg).

<sup>2</sup> S/PV.9245.

un pays où la majorité des croyants appartenaient à l'Église orthodoxe ukrainienne. Les autorités de Kiev avaient entrepris de faire pression sur le clergé de l'Église orthodoxe ukrainienne pour le contraindre à rejoindre la nouvelle Église schismatique. Les mêmes groupes nationalistes avaient été sollicités à cette fin ainsi que pour l'expropriation des monastères et des temples orthodoxes. Les confiscations de temples de l'Église orthodoxe ukrainienne et la dissolution forcée et illégale de communautés de croyants avaient été présentées comme de prétendus « transferts volontaires » vers la nouvelle Église. Ces « transferts » s'étaient accompagnés d'affrontements massifs et de passages à tabac du clergé et des fidèles. Après le « réenregistrement » officiel d'une nouvelle communauté de croyants, une église était généralement saisie par la force, parfois par des personnes armées. En 2022 ainsi qu'entre janvier et février 2023, quelque 300 congrégations de l'Église orthodoxe ukrainienne avaient subi un tel sort. Les autorités locales avaient pris l'habitude de résilier les contrats de location des terrains sur lesquels se trouvaient des temples et d'autres biens immobiliers de l'Église orthodoxe ukrainienne.

L'Ambassadeur a indiqué qu'à partir d'octobre 2022, les autorités de Kiev avaient procédé à des perquisitions (sans aucun motif légitime) dans une multitude d'églises et de monastères de l'Église orthodoxe ukrainienne aux quatre coins de l'Ukraine. Les services de sécurité ukrainiens avaient effectué une centaine de perquisitions dans des temples, des monastères et des bâtiments administratifs des épiscopats de l'Église orthodoxe ukrainienne dans tout le pays. Des poursuites pénales avaient été engagées contre le clergé sans aucun fondement juridique. Des journaux et des magazines anciens ainsi que des ouvrages religieux et des livres d'histoire provenant de bibliothèques personnelles avaient servi de preuves. Près de 250 membres du clergé de l'Église orthodoxe ukrainienne avaient été interdits d'entrée en Ukraine. Au total, 61 procédures pénales avaient été engagées contre des membres du clergé de l'Église orthodoxe ukrainienne. En février 2023, un tribunal ukrainien avait condamné un prêtre de l'Église orthodoxe ukrainienne à sept ans de prison pour intelligences avec la Russie. Ce prêtre avait été arrêté par les services spéciaux ukrainiens dans le district de Krasny Liman de la République populaire de Donetsk, contrôlé par l'Ukraine.

Deux vidéos ont été projetées : l'une montrant la confiscation d'une église de l'Église orthodoxe ukrainienne à Boïarka (région ukrainienne de Kiev) ; l'autre, une tentative d'arrestation d'un prêtre de l'Église orthodoxe ukrainienne à Tchernovtsy<sup>3</sup>.

Le Représentant permanent de la Russie a rappelé qu'en décembre 2022, M. Zelensky avait approuvé par décret la décision du Conseil de sécurité nationale de l'Ukraine de « sanctionner » 14 hiérarques de l'Église orthodoxe ukrainienne : des citoyens ukrainiens privés de leurs biens situés sur le territoire de l'Ukraine et victimes d'atteintes à leurs droits. Par un décret direct de M. Zelensky, 12 évêques de l'Église orthodoxe ukrainienne avaient été déchus de la citoyenneté ukrainienne et étaient donc menacés de déportation. Dans un certain nombre de régions occidentales de l'Ukraine, une campagne visant à interdire l'Église orthodoxe ukrainienne au niveau régional avait pris de l'ampleur. Entre mars 2022 et février 2023, les autorités locales ukrainiennes avaient adopté 81 décisions visant à interdire les activités des organisations de l'Église orthodoxe ukrainienne.

L'Ambassadeur a ajouté que plusieurs projets de loi avaient été soumis au Parlement ukrainien en vue d'interdire l'Église orthodoxe ukrainienne et de l'exproprier de ses biens. Il a demandé aux personnes présentes de s'exprimer haut et

<sup>3</sup> On trouvera les vidéos et autres documents présentés ou évoqués au cours de la réunion à l'adresse suivante : [https://disk.yandex.ru/d/oqJ\\_erapx0Wrhg](https://disk.yandex.ru/d/oqJ_erapx0Wrhg).

fort pour faire savoir que de telles lois étaient inacceptables et ne devaient pas être adoptées.

Le Représentant permanent de la Russie a souligné que la décision des autorités de Kiev d'exproprier l'Église orthodoxe ukrainienne des églises de la laure des Grottes de Kiev et de transférer celles-ci à l'Église orthodoxe schismatique d'Ukraine était devenue un symbole de la répression menée contre l'Église orthodoxe canonique en Ukraine. Toutefois, les médias internationaux n'avaient pas couvert cette tragédie, sur laquelle le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme avait, lui aussi, fermé les yeux. Les membres occidentaux du Conseil de sécurité avaient tenté de présenter cette situation comme de la désinformation et, à cet égard, l'Ambassadeur a recommandé de lire la décision, accessible au public, du tribunal de Kiev sur cette question.

L'Ambassadeur a déclaré que depuis mars 2023, les moines de la laure des Grottes de Kiev étaient menacés d'expulsion. Ces derniers, épaulés de fidèles, avaient tenté d'empêcher par des moyens pacifiques la confiscation forcée de la laure mais la police de Kiev avait réagi en passant à tabac et en arrêtant les manifestants. Le 1<sup>er</sup> avril, les services de sécurité ukrainiens avaient assigné à résidence l'archimandrite Pavel, recteur de la laure des Grottes de Kiev.

Le Représentant permanent de la Russie a souligné que l'Église orthodoxe ukrainienne n'avait jamais demandé à la Russie de convoquer de réunion et n'avait pas autorisé la Russie à parler en son nom à l'Organisation des Nations Unies. L'objectif de la réunion organisée selon la formule Arria était d'attirer l'attention sur cette atteinte flagrante à la liberté de religion et de conviction. L'Ambassadeur a souligné que des millions de chrétiens orthodoxes en Ukraine étaient victimes de discrimination et a appelé l'ensemble des États Membres de l'ONU et des États observateurs auprès de l'Organisation ainsi que le Secrétaire général et les organisations internationales de défense des droits humains à prévenir une catastrophe.

Deux vidéos ont été projetées, dans lesquelles une fidèle et les moines de la laure des Grottes de Kiev commentaient la situation<sup>4</sup>.

## Déclarations des intervenant(e)s

**M<sup>me</sup> Meera Terada**, directrice de l'ONG Foundation to Battle Injustice, a noté que les persécutions menées contre les représentants et les fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne en Ukraine avaient atteint une ampleur sans précédent. Elle a souligné que la persécution du clergé avait commencé bien avant l'opération militaire spéciale. Les églises et les monastères avaient été pillés et détruits tandis que les prêtres avaient été battus et torturés, détenus dans des conditions inhumaines et contraints de prendre position contre l'Église orthodoxe ukrainienne. Depuis novembre dernier, les services secrets ukrainiens effectuaient des perquisitions dans les églises et d'autres lieux de culte, des prêtres étaient accusés d'actes de provocation, inculpés à tort et emprisonnés. En janvier 2023, le bureau du Procureur général de l'Ukraine avait ouvert une procédure pénale contre le métropolite Pavel Lebed, recteur de la laure des Grottes de Kiev. Le métropolite avait été accusé d'incitation à la haine religieuse pour avoir déclaré que les autorités ukrainiennes « persécutaient l'Église ». En mars 2023, le Ministère ukrainien de la culture avait résilié unilatéralement le contrat de location de la laure des Grottes de Kiev et exigé

<sup>4</sup> On trouvera les vidéos et autres documents présentés ou évoqués au cours de la réunion à l'adresse suivante : [https://disk.yandex.ru/d/oqJ\\_erapx0Wrhg](https://disk.yandex.ru/d/oqJ_erapx0Wrhg).

que les moines de l'Église orthodoxe ukrainienne quittent le monastère ou s'affilient à l'Église orthodoxe d'Ukraine.

**Mgr Gédéon** de l'Église orthodoxe ukrainienne a déclaré que l'Église orthodoxe en Ukraine était en train d'être détruite par tous les moyens disponibles, en violation de la Constitution et des lois en vigueur. En plus d'humilier des fidèles et des prêtres, les forces de l'ordre ukrainiennes profanaient des lieux sacrés. L'évêque avait vu de ses propres yeux des actes de vandalisme commis dans des temples de l'Église orthodoxe ukrainienne. L'évêque a souligné que si la communauté internationale n'intervenait pas, le problème « atteindrait des proportions sans précédent ».

L'évêque a fait part de sa propre expérience des représailles exercées par les autorités ukrainiennes. Il avait été déchu à deux reprises de la citoyenneté ukrainienne en violation de décisions judiciaires : la première sous M. Porochenko, la seconde par un décret de M. Zelensky. En outre, ses données personnelles avaient été transmises à Interpol, en conséquence de quoi il avait été arrêté lors d'une visite à Athènes et mis à l'isolement sans aucun fondement juridique.

**M. Ivan Melnikov**, Vice-Président de la branche russe du Comité international pour la protection des droits de l'homme, a décrit l'oppression subie par le clergé de l'Église orthodoxe ukrainienne. Il a indiqué que les représailles avaient atteint une ampleur sans précédent : une multitude d'ecclésiastiques avaient été arrêtés et privés de liberté tandis qu'un grand nombre de membres du clergé étaient en état d'arrestation ou en détention provisoire, tel l'abbé d'une église de la région de Jitomir, qui avait été arrêté par les services de sécurité ukrainiens et détenu en prison pendant des mois pour des accusations d'espionnage infondées. M. Ivan Melnikov a évoqué la détention et la torture de deux prêtres de l'Église orthodoxe ukrainienne : Yury Mironetz et Alexander Boyko. Il a également mentionné le cas de l'archiprêtre Andrey Pavlenko, qui avait été porté à l'attention de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres organisations internationales par des défenseurs des droits humains. L'archiprêtre avait été brutalement battu pendant de longues heures par les services de sécurité ukrainiens et détenu pendant 10 mois.

L'**Ambassadeur Nebenzia** a précisé que l'archiprêtre aurait dû être l'un des intervenants de la réunion mais que des raisons techniques l'en avaient empêché.

## Déclarations des membres du Conseil de sécurité

La représentante de l'**Équateur** a réaffirmé que, tout en soulignant l'importance de la liberté de religion, son pays était préoccupé par l'instrumentalisation de la religion visant à exacerber les conflits. Elle a rappelé que les conventions de Genève interdisaient les actes d'hostilité dirigés contre les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples. Elle a ajouté que l'agression militaire contre l'Ukraine avait entraîné la destruction de plus de 270 sites religieux, dont au moins 104 avaient été vérifiés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Le représentant de la **Chine** a déclaré qu'en situation de conflit, les questions religieuses étaient souvent complexes et que, si elles n'étaient pas traitées correctement, elles pouvaient ne pas en favoriser le règlement pacifique. Il fallait encourager le respect mutuel et promouvoir une culture de paix. Depuis le début de la crise en Ukraine, le choc des cultures se manifestait avec plus d'acuité. Le représentant a ajouté que le dialogue et la négociation étaient les seuls moyens viables de régler la crise et a prié instamment toutes les parties de faire preuve de retenue. La communauté internationale devait s'attacher à promouvoir le dialogue et condamner

toute incitation à la haine. Le représentant a déclaré que son pays continuerait de défendre une position objective et impartiale sur le conflit en Ukraine et a appelé au règlement pacifique de la crise.

La représentante des **États-Unis** a déclaré que son pays prenait au sérieux toute violation des droits humains, y compris de la liberté de religion ou de conviction, mais a qualifié la réunion de nouvelle tentative de la Fédération de Russie d'inventer des justifications pour la guerre. Elle a invité les personnes présentes à réfléchir aux dégâts causés par la Russie aux sites religieux et lieux de culte en Ukraine. Elle a également attiré l'attention sur la situation en matière de liberté de religion en Russie. Elle a en outre demandé la cessation immédiate des hostilités et le retrait des forces russes.

Le représentant du **Brésil** a déclaré que la liberté de religion était un droit humain fondamental inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans bien d'autres instruments multilatéraux. Rappelant la tolérance et la diversité qui caractérisaient le Brésil, il a déclaré que les différences religieuses ne devaient pas être instrumentalisées pour attiser les tensions intercommunautaires. Le Brésil appuyait les efforts déployés par les chefs religieux pour favoriser le dialogue entre Moscou et Kiev et encourageait les parties à tenir compte des plaidoyers de la majorité des États Membres de l'Organisation en faveur d'une solution diplomatique au conflit.

Le représentant du **Royaume-Uni** a condamné la campagne de persécution menée par Moscou contre des communautés de l'Ukraine et de la Fédération de Russie en raison de leur religion ou de leurs convictions. Il a également condamné la destruction d'une centaine de sites religieux pendant la guerre en Ukraine, chiffre confirmé par l'UNESCO. Il a qualifié la réunion de tentative de détourner l'attention des agissements de la Russie. Il a ajouté que l'invasion de l'Ukraine restait synonyme de graves violations du droit international des droits humains et du droit international humanitaire par les forces russes.

Le représentant du **Mozambique** a déclaré que l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme garantissait la liberté de religion et que les attaques dirigées contre ce principe compromettaient la coexistence pacifique entre les peuples et les nations. Il a donc exhorté les dirigeants politiques et les citoyens à faire preuve de retenue et à s'abstenir d'instrumentaliser cette question extrêmement sensible. Il a renouvelé l'appel de son pays en faveur d'une cessation immédiate des hostilités en Ukraine et du retour à des négociations directes entre les parties.

Le représentant de la **Suisse** s'est dit préoccupé par les graves violations des droits humains commises en Ukraine au cours de la guerre et a condamné les frappes aériennes russes visant des biens de caractère civil dans le pays. Il s'est opposé à la propagation et à la diffusion de discours de haine et de toute autre forme de discrimination fondée sur la religion mais ne voyait pas comment la liberté de religion protégeait les communautés de croyants. Il a appelé la Fédération de Russie à procéder à la désescalade de la situation et à retirer ses troupes sans délai.

La représentante de **Malte** a fait observer que si la Fédération de Russie avait demandé la tenue de la réunion, c'était pour tenter de détourner l'attention de son agression en Ukraine. Elle a condamné la désinformation diffusée par la Russie. Elle a souligné que les frappes balistiques subies par l'Ukraine avaient endommagé des sites religieux et des lieux de culte, ce qui avait été confirmé par l'UNESCO. Elle a également condamné la violation des droits humains de diverses communautés de croyants dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie.

Le représentant de l'**Albanie** a déclaré que la liberté de religion et de conviction faisait partie intégrante des normes relatives aux droits humains. Il a signalé que tous

les problèmes de l'Ukraine étaient le résultat de l'invasion russe. Il a condamné la tentative de la Russie d'instrumentaliser les questions religieuses à des fins belliqueuses.

Le représentant du **Japon** a souligné l'importance de la liberté de religion et de conviction. Il a déclaré que la Fédération de Russie utilisait une rhétorique fallacieuse sur les questions religieuses et tentait de légitimer ses propres violations. Il a condamné l'invasion russe en Ukraine. Il a également indiqué que les membres du Conseil de sécurité devaient prendre une décision concernant la future diffusion sur le Web des réunions organisées selon la formule Arria.

Le représentant de la **France** a déclaré que la Fédération de Russie tentait, une fois de plus, de détourner l'attention du Conseil en instrumentalisant la question de la liberté de religion et de conviction. Il a décrit la réunion comme un exemple de la stratégie de mésinformation et de la politisation des questions religieuses auxquelles la Fédération de Russie avait recours. Il a fait référence au rapport de l'UNESCO sur la destruction d'une centaine d'édifices et de sites religieux pendant la guerre en Ukraine.

La représentante du **Ghana** s'est dit préoccupée par les tensions religieuses en Ukraine et a déclaré que ces préoccupations devraient être examinées par les entités compétentes des Nations Unies, notamment le Conseil des droits de l'homme. Elle a déclaré que le Ghana était attaché à la liberté de religion et de conviction et a appelé les parties à faire preuve de tolérance et à respecter les autres confessions.

Le représentant des **Émirats arabes unis** a fait part de son inquiétude concernant les événements douloureux survenus récemment en Ukraine, soulignant qu'il était nécessaire de veiller à ce que les différentes communautés confessionnelles puissent vivre ensemble pacifiquement. Il a déclaré que les communautés confessionnelles et les chefs religieux avaient un rôle important à jouer pour bâtir la paix et apporter un réconfort en temps de guerre. Il a ajouté que la religion ne devait pas être employée à des fins de violence. Il a souligné qu'il importait de protéger le caractère sacré des sites religieux en période de conflit et s'est dit préoccupé par leur destruction lors du conflit en Ukraine.

Le représentant du **Gabon** a souligné que le droit à la liberté de religion et de conviction était universel. Il s'est dit préoccupé par les violations des droits humains commises pendant le conflit en Ukraine, notant que le clergé était lui aussi touché par la guerre en Ukraine. Il a demandé aux parties au conflit de respecter les dispositions des principaux traités relatifs aux droits humains. Il a appelé à une solution diplomatique à la crise ukrainienne et à la cessation des hostilités.

## Observations finales :

**Le Représentant permanent de la Russie** a remercié les intervenant(e)s d'avoir donné des informations sur la situation précaire de la liberté de religion en Ukraine. En réponse à la question d'une délégation de savoir qui avait ruiné la vie paisible des populations, il a déclaré que les points de vue des États divergeaient à ce sujet et rappelé que certains membres du Conseil de sécurité avaient fait fi des crimes perpétrés contre la population du Donbass par le régime de Kiev pendant 8 ans. Il a souligné que la répression de l'Église orthodoxe ukrainienne n'avait pas commencé en février 2022 mais qu'elle participait d'une campagne menée par le régime de Kiev depuis le coup d'État survenu en Ukraine en 2014. La situation avait, dès lors, dégénéré en une véritable tragédie. Il a déploré que les États occidentaux refusent de voir la réalité et le type de persécution du christianisme orthodoxe canonique exercée

en Ukraine sur l'ordre des autorités de Kiev et avec leur soutien complet et leur complicité.

L'Ambassadeur a demandé aux membres du Conseil de sécurité, aux États Membres de l'ONU et aux organisations internationales de défense des droits humains de convaincre Kiev d'empêcher cette tragédie et de mettre fin à la persécution de l'Église orthodoxe ukrainienne et de ses millions de fidèles.

## **Conclusion**

La réunion publique organisée selon la formule Arria a permis aux membres du Conseil de sécurité, aux autres États Membres de l'Organisation, aux Observateurs permanents et aux organisations non gouvernementales d'obtenir des informations sur les atteintes à la liberté de religion et de conviction en Ukraine et leur a servi d'espace de dialogue.

---